

Au Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité Josep Borrell

Cher Haut Représentant,

En Avril 2019 le Parlement Européen adoptait une résolution d'urgence sur la situation relative aux droits de l'Homme au Cameroun. Un an plus tard et, dans le contexte de crise sanitaire qui vient s'ajouter aux autres crises que vit ce pays depuis des années, nous sommes interpellés par un certain nombre d'ONG au sujet de la dégradation de la situation dans le pays.

Comme vous le savez, depuis 2015, le Cameroun est en proie à plusieurs foyers de tensions politiques et sécuritaires simultanés allant des incursions de Boko Haram dans la région de l'extrême-Nord à l'instabilité avec la République Centrafricaine le long de la frontière orientale, en passant par la rébellion séparatiste dans les régions à majorité anglophone du nord-ouest et du sud-ouest.

Malheureusement, la crise actuelle met à rude épreuve les systèmes de santé déjà très faibles dans le pays, voire quasi-inexistants dans les zones de conflit. Le pays fait également face à de graves répercussions économiques liées aux effets indirects de la crise économique mondiale, aggravant la situation déjà extrêmement précaire des populations vulnérables.

De plus, les opérations menées par les forces de sécurité du pays ont trop souvent été émaillées d'abus et de violations des droits humains (exécution extrajudiciaires, viols, violences contre des femmes et des enfants, destructions de biens, ...). Les séparatistes armés sont également coupables de multiples abus (enlèvements, notamment d'écoliers et d'étudiants, d'assassinats de policiers, de magistrats et de membres des autorités locales, et d'actes de torture et de mutilations, ...).

Le gouvernement a tenté de prendre des initiatives pour apaiser les tensions telles que le « grand dialogue national » ou le « Presidential plan for reconstruction and Development (PPRD) » ou encore en annonçant la libération de 1500 prisonniers (hors prisonniers politiques) pour lutter contre la propagation du Covid-19 dans les prisons surpeuplées. Mais ces mesures sont soit trop limitées, soit ne sont pas totalement mises en application faute de moyens ou de volonté politique.

Par ailleurs, les autorités continuent de mener des actions à l'encontre des défenseurs des droits humains, notamment avec l'inculpation de dirigeants d'ONG tels que Mr. Penda Ekoka Christian pour avoir récolté des fonds pour lutter contre le Covid-19 ou l'écartement de Felix Agbor Nkongho, avocat des droits de l'Homme connu pour son action en faveur de la résolution pacifique de la crise anglophone.

L'invocation et l'application disproportionnées par le gouvernement de la loi martiale dans des nombreux cas restent également une grande source de préoccupation.

Trouver une solution pacifique et durable à la crise dans les régions anglophones et soutenir le pays dans des réformes démocratiques nous semblent être les priorités absolues de l'UE dans ses relations avec le Cameroun. L'Union européenne doit utiliser tous les leviers dont elle dispose pour amener le pays à améliorer la protection des droits humains, de ses défenseurs ainsi que des minorités dans un contexte qui reste tendu.

C'est la raison pour laquelle nous voulions nous assurer que le dialogue politique entre l'UE et le Cameroun initialement prévu en juin 2020 aurait bien lieu, et que toutes les

préoccupations ci-dessus y seraient abordées. Enfin, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous informer des mesures que vous comptez prendre afin de soutenir une résolution pacifique du conflit basée sur l'approche du dialogue.

Bien cordialement,

Maria Arena MEP

Pina Picierno MEP

Isabel Carvalhais MEP

Nikolaj Villumsen MEP

Fulvio Martusciello MEP

Esther de Lange MEP

Toussaint Marie MEP

Pascal Durand MEP

Sidl Guenther MEP

Vollath Bettina MEP

Erik Marquardt MEP

Soraya Rodriguez MEP

Ivan Štefanec MEP

Javier Nart MEP

Maria Walsh MEP

Alex Agius Saliba MEP

Köster Dietmar MEP

Urtasun Ernest MEP

Heide Hannes MEP

Izaskun Bilbao Barandica MEP

Mounir Satouri MEP

Strik Tineke MEP

Isabel Santos MEP

Joachim Schuster MEP

Oetjen Jan-Christoph MEP

Melchior Karen MEP

Pär Holmgren MEP

Jakop Dalunde MEP

Alice Kuhnke MEP